

Municipales 2008

Sera-t-il celui qui rassemblera toute la gauche ?

Gérard Onesta (Vert), actuellement vice-président du Parlement européen, pourrait jouer le trublion aux prochaines municipales de Toulouse. Homme de défi, fidèle à ses engagements, il est prêt à relever le défi à la tête des Verts ou à la tête d'une liste de gauche progressiste. Portrait.

DEPUIS le jour de l'annonce du désistement de Martin Malvy aux municipales de mars 2008, le téléphone de Gérard Onesta n'a cessé de sonner. Au bout du fil, tous ses interlocuteurs posent la même question : « Gérard, que comptes-tu faire pour les municipales ? Tu ne vas pas y aller, n'est-ce pas ? » Et pourquoi pas ? « Malvy écrasait tout par sa stature, explique Gérard Onesta. Aujourd'hui, en son absence, le jeu est de nouveau complètement ouvert ». Gérard Onesta pourrait conduire la liste des Verts, comme celle d'une gauche progressiste. « Du côté de la rue Lejeune (siège de la fédération du PS 31), depuis le désistement de Malvy, cette dernière option les fait moins ricaner aujourd'hui », commente-t-il. Dans tous les cas, est-il persuadé, si le PS veut remporter la bataille, il devra changer les règles du jeu et laisser enfin la place qui revient à tous ses partenaires de gauche, dont les Verts. Sinon, ce sera chacun pour soi au premier tour.

Gérard Onesta, à 47 ans, est prêt. La fin prochaine de son mandat européen lui laisse largement le temps de se lancer dans cette bataille. L'homme a aussi besoin de se renouveler et déborde d'idées pour mener la Ville rose vers le progrès qu'elle mérite. Quand on lui demande quel intérêt trouve-t-il à ces échéances, sa réponse tient en un deux mots : « comme un certain poète a dit, Ô Toulouse ». Son profil de notable et d'homme de progrès peut faire la différence. Par ailleurs, celui qui gère une administration qui parle 23 langues ne voit pas grande difficulté à gérer une administration municipale. Que l'on ne compte pas sur lui pour pantoufler, s'il y arrive. Ce n'est pas le style de la maison. Comme il a fait à la vice-présidence du Parlement européen, il



s'attellera à changer les règles du fonctionnement administratif de la municipalité toulousaine pour qu'elle accompagne au mieux le développement de la ville.

La découverte de l'écologie

Changer les règles : ce n'est pas une manie chez Gérard Onesta, mais une seconde nature, pour ne pas dire la première. « Aussi loin que je remonte dans mes souvenirs, confie-t-il, j'ai toujours voulu changer les règles du jeu pour agir sur l'environnement et mes semblables, et faire reculer les injustices. Quand on part dans la vie avec cette « prédisposition », un jour ou l'autre on décide de s'en occuper vraiment, notamment en faisant de la politique ». Loin de lui cependant l'idée de consacrer sa vie à la politique. C'est l'architecture qui retient tout d'abord son attention. L'envie de créer, d'agir sur son environnement et de participer à l'amélioration de la qualité de vie de ses semblables sont ses motivations. Sa façon à lui, en somme, de changer les règles du jeu.

Changer les règles du jeu, il le fait aussi en animant dans les années 80 une émission de radio à Canal Sud. L'occasion pour lui d'ouvrir l'antenne à des invités qui débattent sur l'écologie, la dépénalisation des drogues, l'expulsion de sans-papiers, etc. « Comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir, je faisais de l'écologie sans le savoir », raconte-t-il. L'écologie, il en fait aussi au sein d'une association qu'il crée avec des copains, l'association du Barry, en montant avec des gamins des camps à thèmes. Sa conscience « écolo » s'est éveillée toutefois avant, avec certaines lectures, sans pour autant l'entraîner à militer dans un parti ou une association. L'heure viendra un certain 16 mars 1986, à 20 heures, en écoutant les résultats des législatives à la radio. Il a voté pour les Verts, comme en 1979, lors des élections européennes. La nouvelle tombe comme un couperet : les Verts sont rayés de la carte et criblés de dettes. Pis encore, le Front national rentre,

pour la première fois, à l'Assemblée nationale. C'en est trop pour le petit-fils de réfugiés politiques italiens. « Que les fascistes arrivent à l'Assemblée nationale, c'était un trauma personnel », confie Gérard Onesta. Il rentre chez lui, prend sa plus belle plume et rédige sa demande d'adhésion chez les Verts, ceux dont il se sent politiquement le plus proche. Il arrive dans le parti au moment où tout le monde le quitte. Mais la « berezina » ne fait pas reculer le jeune architecte de 26 ans, même si les Verts de Haute-Garonne ne sont que trois.

Une ascension fulgurante

Un quart d'heure après sa première réunion dans ce parti exsangue, il est propulsé secrétaire départemental et dans les premiers sur la liste Verte des législatives, organisées de nouveau dans le département, pour cause d'invalidation. En 1987, il est élu membre du Conseil national et au collège exécutif. Dans ce dernier, on lui confie la charge

de créer la section des jeunes français Verts. « Tant qu'à faire, je me suis dit qu'il fallait créer cette section à l'échelle européenne », se rappelle-t-il. Manière de changer les règles et de s'adapter aux enjeux d'avenir. Après les cantonales en 1988 et la bataille des municipales où il est propulsé tête de liste, l'engagement dans les Européennes en 1989 aboutit. À 29 ans, il devient le benjamin du Parlement européen. Il arrive à Strasbourg terrorisé. S'il veut agir, une seule option : être toujours présent et s'accrocher. Le benjamin apprend vite, très vite. « J'avais l'impression de pouvoir refaire le monde, en changeant les règles du jeu. J'étais exalté, et d'autant que j'arrivais à une période historique extraordinaire avec la chute du mur de Berlin, la fin du bloc de l'Europe de l'Est. Tout était possible », se souvient Gérard Onesta. L'intégration des anciens pays du bloc de l'Est dans la CEE, la refonte des institutions, la réglementation sur les OGM, l'environnement, le développement durable... autant de projets dans lesquels le député européen fonce, tête baissée. « Notre rôle est de changer les règles, répète-t-il inlassablement. Je ne peux pas regarder le monde courir à sa perte et ne rien faire. C'est plus fort que moi, il faut que je m'occupe de cette planète qui souffre ».

La découverte de la réalité dramatique du terrain et la difficulté de faire bouger les choses ne le font pas pour autant baisser les bras, même s'il avoue parfois en avoir marre d'avoir raison sur le sang contaminé, la vache folle, AZF, l'Erika, le réchauffement climatique, les OGM... Ces idées-là, les Verts les portent depuis 20 ans, mais l'ensemencement tarde à porter ses fruits. Qu'importe. Il continue avec la même énergie, parce

que la révolte, face à l'injustice et à la passivité, l'habite encore comme dans sa jeunesse. Parce qu'il sait aussi que celui qui fait la règle du jeu tient le jeu. « Je crèverai avec la rage. L'injustice m'insupporte, ainsi que la médiocrité récompensée. Si l'on est élu, on a le devoir de faire. D'ailleurs, je ne comprends pas ceux qui font de la politique et, 25 ans après, se disent blasés de tout. Ils n'ont qu'à s'arrêter et laisser la place à ceux qui veulent se battre. Moi, j'y crois encore, parce que je sais que ce que je fais est important », lance-t-il. Il y croit tant que ses collègues du département l'ont élu en 1999 vice-président du Parlement, puis réélu. Cela fait 10 ans que ça dure.

Le temps est cependant venu de passer à autre chose. Son nouveau combat sera les municipales, parce qu'il est persuadé que la représentation des Verts dans les instances politiques peut changer... la règle du jeu. Lui, est prêt. « À Toulouse, il y a des gisements d'énergie en jachère qui ne demandent qu'à jaillir. C'est un bel enjeu qu'un Vert peut relever à condition de ne pas être pantoufflard », dit-il. Pantoufflard, celui qui a été « flashé » en faisant voter 932 amendements à l'heure au Parlement européen alors que la moyenne est à 200, ne peut en être soupçonné. Ô Toulouse...

Florence Guilhem

Pierre Labeyrie (Vert)

« Ce n'est pas parce que le PS local affiche un bulletin de bonne santé que les Verts doivent se ranger derrière sa bannière, comme certains d'entre nous le pensent. On a un candidat qui tient la route et qui s'appelle Gérard Onesta ».

Groupe S.E.R.

L'opposition municipale monte au créneau



De gauche à dr. : Pierre Labeyrie (Verts) et François Simon (AMP).

> La veille du Conseil municipal, le 20 septembre, les élus Verts et de l'AMP (Alternative Midi-Pyrénées) organisaient une conférence de presse pour dénoncer les pratiques peu démocratiques de la majorité municipale. Pour la première fois, à la veille de la réunion de la Commission des finances, les délibérations municipales du

Conseil du 21 septembre, n'avaient toujours pas été transmises. « En faisant cela, la majorité démontre bel et bien que le Conseil municipal n'est, pour elle, qu'une simple chambre d'enregistrement. C'est vraiment le cadet de leurs soucis. Leurs préoccupations, aujourd'hui, ce sont les municipales de mars 2008. Rien d'autre ne compte », précise François Simon (AMP). « Cela prouve leur conception de la démocratie, en un mot, lamentable », renchérit Pierre Labeyrie. Parce que la démocratie n'est pas exercée et qu'un véritable débat n'est pas instauré au Conseil municipal, le groupe S.E.R. (Socialistes - Écologistes - Républicains), composé des Verts, de l'AMP et du MRC, a décidé de présenter lui-même des délibérations sur les transports (vélo-stations et la navette électrique), le grand contournement et l'emploi dans les quartiers populaires.

PS 31

Cinq candidats pour un seul fauteuil

Après le désistement de Martin Malvy et les habituelles rumeurs d'éventuels parachutages, les candidats à l'investiture socialiste pour les élections municipales sont désormais connus.

Pas de surprise. Bonne surprise ? Ce lundi, les avocats Christophe Léguevaque et Joseph-Hilaire Wotto, l'universitaire Nicole Belloubet-Frier et le conseiller général, Jean-Michel Fabre, ont fait officiellement acte de candidature. Le lendemain, c'était au tour de Pierre Cohen, député-maire de Ramonville. À midi, le dépôt officiel des candidatures était clos. Le soir-même, les candidats avaient une réunion avec François Briançon pour l'organisation des débats. Le 10 octobre, le choix de celle ou de celui qui pourrait aider à conquérir le Capitole sera fait par les militants. La priorité au PS est cependant

de remonter le moral des troupes après le désistement de Martin Malvy. Un désistement que comprend bien son homologue au département, Pierre Izard : « Il a encore des choses à entreprendre à la région. En tant que représentant d'une grande institution, je comprends ses arguments ».

Le parti comprend aussi, mais il comptait sur l'autorité politique naturelle de Martin Malvy et son expérience ministérielle pour imposer la paix et l'unité dans les sections. « Il était le seul en capacité de faire gagner la gauche et de la rassembler. Son désistement laisse amer », disait, peu après la nouvelle, Catherine Lemorton, députée PS de la 1^{re} circonscription de Haute-Garonne. « Tout est à refaire. Nous avons beaucoup misé sur la candidature de Malvy, garante de paix dans le parti et porteuse de la plus grosse chance de victoire », disait le



Nicole Belloubet-Frier, Pierre Cohen, Christophe Léguevaque et Jean-Michel Fabre rêvent chacun d'être la tête de liste du PS.

même jour un cadre fédéral. Si la « défection » de Malvy a jeté le trouble au sein du parti, elle fait aussi le bonheur de certains, notamment celui du député-maire de Ramonville, Pierre Cohen. « S'il avait été candidat, il aurait eu une forte majorité derrière lui. Sa non candidature va permettre d'ouvrir le débat au sein de notre parti. Je sais aujourd'hui que j'ai quelque chance de mener la liste », précise celui-ci. Et d'autant que le sondage lancé par le PS afin de mesurer les chances de ses candidats face à Jean-Luc Mou-

denc donnerait à Pierre Cohen la meilleure place. Le désistement de Malvy fait aussi le bonheur de la droite, et peut-être d'un certain Jean-Luc Moudenc. « Ce n'est pas parce que Martin Malvy n'est plus candidat que les choses sont faites », dit le maire de Toulouse. Cette élection reste très ouverte et son résultat incertain ». Personne n'a en effet oublié le score en 2001 de François Simon, alors inconnu, face au très médiatique Philippe Douste-Blazy.

F.G.